



**Intervention de Valérie Pécresse,
Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche**

**Ouverture de la conférence
« Accroître l'attractivité de l'enseignement supérieur dans le monde »
Mardi 10 mai 2011**

Mesdames et Messieurs,

L'attractivité des universités : un enjeu de compétitivité internationale

La mobilité étudiante internationale est à l'évidence l'une des plus belles illustrations du dialogue qui existe entre nos deux ministères, très cher Alain Juppé, et permettez-moi de vous dire à mon tour que je suis très fière et très heureuse d'être à vos côtés ce matin pour participer à ces journées internationales de rencontres et d'échanges.

C'est, vous le disiez, la première fois que de telles journées ont lieu dans le cadre du G20 et je veux y voir pour ma part une double signification :

- Elles démontrent d'abord qu'à l'instar de la France, les grandes puissances économiques font désormais de leurs universités le ferment de leur attractivité et de leur rayonnement international. Au même titre que l'économie, l'industrie et l'innovation technologique, et l'éducation et singulièrement les universités sont en effet aujourd'hui un enjeu majeur d'influence et de compétitivité et c'est bien en ce sens que le Président de la République et le gouvernement ont fait de l'enseignement supérieur et de la recherche la priorité du quinquennat. Car l'avenir de l'université, c'est l'avenir de la place économique et culturelle de la France dans le monde tout simplement.

- Mais ces journées du G20 témoignent, je crois, d'une autre vérité : dans la bataille que se livrent nos économies pour la maîtrise des savoirs et des technologies, la mobilité étudiante est sans doute le plus sûr moyen d'assurer une forme d'équilibre et d'harmonie à l'internationalisation de nos échanges.

Avec vous et à travers vous, mesdames et messieurs, ce sont 9 nations, parmi les premières puissances économiques et scientifiques du monde, qui sont venues dire ensemble leur ferme volonté d'accroître l'attractivité de leurs universités.

*

*Internationalisation de l'enseignement supérieur
n'est pas uniformisation des cultures universitaires*

Ce sont 9 cultures universitaires qui vont se rencontrer, découvrir leurs forces et affirmer ainsi leur identité respective. Je dis « 9 nations et 9 cultures universitaires », mais grâce à vous, très chers étudiants, c'est une partie du monde bien plus vaste encore qui est aujourd'hui représentée.

Venus des 5 continents, vous avez fait ce choix qui honore notre pays, de venir étudier en France, et en retour d'y apporter cette part de votre héritage scientifique et culturel qui contribue à la richesse de nos universités.

Aux côtés des étudiants français présents parmi nous ce matin et qui ont fait, eux, le chemin inverse, vous pourriez ensemble témoigner de cette vérité : la mobilité académique est non seulement une occasion exceptionnelle d'enrichir sa formation, d'apprendre une langue étrangère et de se frotter à une autre culture. C'est aussi la meilleure manière de mesurer les forces ou les faiblesses de sa formation initiale, et de prendre ainsi conscience de la tradition intellectuelle et scientifique dont on est dépositaire.

Et c'est bien cette émulation entre nos cultures scientifiques qui renforcent nos universités respectives, qui ne sont pas des univers stables et clos sur eux-mêmes, mais qui se transforment sans cesse au gré de ces échanges.

C'est pour cette raison, mesdames et messieurs, que l'internationalisation de l'enseignement supérieur ne doit pas, ne peut pas être synonyme d'uniformisation de nos cultures universitaires.

Ce message, j'ai eu le privilège de le formuler vendredi dernier à l'occasion du Sommet mondial des universités qui s'est tenu à Paris, lui aussi dans le cadre de la Présidence française du G20. Et je veux le redire devant vous ce matin : il ne saurait y avoir de modèle universitaire unique. Bien au contraire : la mobilité étudiante internationale doit permettre à chacune de nos nations d'accroître son rayonnement scientifique, en misant sur ses atouts et en traçant les contours de ses propres ambitions.

*

La modernisation de l'université française placée sous le signe de l'attractivité

C'est dans cet esprit que la France conduit depuis 4 ans une réforme sans précédent de ses universités : non seulement pour les rendre plus visibles et plus attractives au niveau international, mais aussi pour offrir aux étudiants, français comme étrangers, les conditions de leur réussite.

Avec un budget en hausse de 9 milliards d'euros sur 5 ans, jamais notre pays n'avait consacré une part aussi importante de ses ressources à l'enseignement supérieur.

Et en quelques années à peine, le visage des universités françaises a commencé à changer.

Autrefois dispersés sur le territoire français, nos établissements profitent de leur passage à l'autonomie pour se regrouper en quelques grands pôles de recherche et d'enseignement supérieur ou au travers de projets d'universités fédérales qui voient un peu partout le jour, comme à Strasbourg ou à Bordeaux.

En 2007, il y avait en France 85 universités et près de 225 écoles. Aujourd'hui, ce sont une vingtaine de pôles universitaires qui émergent sur le territoire et qui seront demain les équivalents français de Todai, Heidelberg ou Princeton.

Pour les étudiants étrangers qui viennent en France, cela veut dire une chose simple : ils pourront bénéficier désormais d'une offre de formation élargie, le cas échéant dans l'une des 500 formations désormais proposées en France en langue étrangère, au contact d'équipes d'enseignants communes à plusieurs établissements. Et les diplômes qu'ils décrocheront en seront d'autant plus valorisés, en France comme à l'étranger.

La France s'est lancée parallèlement dans un vaste programme de rénovation de ses campus et de modernisation de son immobilier universitaire, financé à hauteur de 5 milliards d'euros pour offrir à ses étudiants et aux étudiants étrangers les meilleures conditions d'accueil et de vie tout au long de leurs études.

Alors oui l'université française change. Après des décennies de sous-investissements, elle joue désormais à armes égales avec les plus grandes puissances scientifiques du monde.

Et elle le fera avec d'autant plus de force demain que le Président de la République a pris, il y a deux ans maintenant, une autre décision visionnaire : celle d'investir 22 milliards d'euros dans l'enseignement supérieur et dans la recherche pour accélérer la sortie de crise et faire faire à notre pays tout entier un saut scientifique et technologique sans précédent.

Pour nos universités, ces investissements se traduisent d'ores et déjà par l'acquisition d'équipements scientifiques exceptionnels et des moyens inédits pour attirer du monde entier des chercheurs, des enseignants-chercheurs et des doctorants de très haut niveau.

*

Une mobilité étudiante mieux encadrée

Vous l'aurez compris, mesdames et messieurs, depuis 4 ans, la France consacre une large part de son énergie et de ses ressources à offrir à sa jeunesse et à la jeunesse du monde les moyens de s'épanouir à l'université et d'y réussir ses études.

Notre pays est aujourd'hui la troisième destination choisie par les étudiants internationaux, la deuxième même si l'on s'en tient aux seuls étudiants européens participant au programme ERASMUS.

Dans le contexte de mondialisation et d'accélération des échanges universitaires internationaux, la France entend tenir son rang. Car la mobilité étudiante est une chance pour nos universités et pour notre pays. C'est à la fois le signe et la garantie de l'attractivité de notre système d'enseignement supérieur. Et la France est très fière d'accueillir aujourd'hui 278 000 étudiants internationaux qui représentent 12 % de l'ensemble de ses étudiants.

Cette chance nous donne des responsabilités particulières. Nous devons à la fois renforcer l'attractivité de notre pays et garantir aux étudiants que nous accueillons les conditions de la réussite.

Pour cela, il est aujourd'hui indispensable de définir une véritable stratégie de l'accueil des étudiants internationaux en nous appuyant sur nos forces mais en corrigeant nos faiblesses.

Ces faiblesses nous ne devons pas nous les cacher, nous les connaissons et Alain Juppé vient d'en rappeler quelques unes :

- Les étudiants internationaux réussissent moins bien que leurs camarades français et cela particulièrement dans le premier cycle ;
- Beaucoup d'entre eux, beaucoup trop, n'inscrivent pas leur mobilité dans un véritable projet d'études et d'insertion professionnelle, avec toutes les dérives que cela entraîne et dont ils sont parfois les premières victimes. Je m'interroge en particulier sur la pertinence des préinscriptions en Français Langue étrangère d'étudiants sans lien avec leur formation initiale ni un projet d'étude clairement défini ;
- Et inversement de très bons étudiants ne choisissent pas encore suffisamment notre pays

Dans la compétition internationale de la connaissance, la plupart des pays émergents disposent désormais d'universités de premier plan.

Les universités françaises doivent prendre conscience de cette nouvelle situation et en profiter pour construire de nouveaux partenariats :

- pour attirer davantage de nouveaux étudiants à haut potentiel ;
- mais aussi pour favoriser une mobilité à double sens car les étudiants français partent encore trop peu à l'étranger.

C'est pourquoi dans le cadre du développement des diplômes conjoints et des accords de reconnaissance mutuelle des diplômes dont nous avons triplé le nombre en Europe ces depuis 4 ans, je souhaite que l'accueil des étudiants étrangers en France s'appuie le plus largement possible sur de véritables partenariats entre les universités françaises et étrangères.

Ils représentent aujourd'hui 20% seulement des mobilités. Je souhaite que dans les 3 ans qui viennent, la moitié des mobilités s'effectuent sur la base de ces partenariats. C'est la condition première pour assurer la qualité de notre politique de mobilité et le premier axe de notre stratégie nationale de la mobilité étudiante.

Mais faire le choix de la qualité, cela veut aussi dire accompagner les étudiants internationaux tout au long de leur mobilité : depuis leur départ du pays d'origine jusqu'à la fin de leur cursus.

C'est dans cet esprit que le Ministère des affaires étrangères et le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche viennent de mettre en place, par exemple, grâce à l'Agence Campus France, un catalogue commun d'information à destination des étudiants chinois qui leur permettra de construire en amont leur mobilité en France, avec tous les aspects que cela comporte : les formations bien sûr, mais aussi les cours de langue ou l'hébergement.

Ce devoir d'accompagnement et d'orientation constitue notre deuxième axe de travail. Je souhaite l'élargir à l'ensemble des formations et des universités. C'est la raison pour laquelle, j'enverrai dans les prochaines semaines à l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur français une circulaire fixant les grands principes de l'accueil et du suivi des étudiants internationaux.

Le troisième axe de notre politique, c'est la priorité que nous devons donner, clairement, aux étudiants de niveau Master et doctorat.

Car c'est à ce moment de leurs parcours que ces étudiants, avancés dans un véritable projet d'études tireront le meilleur profit de leur formation dans une université française.

Aujourd'hui un peu plus de la moitié des étudiants internationaux en France s'inscrivent en Master ou en Doctorat.

Nous souhaitons d'ici à 2015 atteindre un nouvel équilibre avec deux tiers au moins des étudiants internationaux à ces niveaux.

Sur ces trois axes, nous travaillerons avec les conférences des universités et des écoles à l'élaboration d'un cahier des charges de l'accueil et du suivi des étudiants étrangers, à la fois exigeant et ambitieux.

En France, les étudiants internationaux seront mieux sélectionnés et mieux encadrés.

*

Vous l'aurez compris, mesdames et messieurs : l'ambition de l'université française, c'est de donner à tous les étudiants qu'elle accueille les mêmes chances de réussir, qu'ils soient français ou étrangers.

Car ce qui se joue dans les amphithéâtres de la Sorbonne, de Yale, de Tongji ou d'ailleurs, c'est bien une part de notre avenir commun et les réponses aux défis que nous aurons à relever ensemble.

Ces défis sont ceux qui attendent les étudiants du monde entier : puissent ces journées de rencontres et d'échanges les aider à les relever !